

Avis voté en plénière du 14 décembre 2011

## LE RAPPORT ANNUEL SUR L'ÉTAT DE LA FRANCE

### Groupe de l'UNSA

L'avis qui nous est soumis apparaît malheureusement comme trop condensés pour rendre compte de toute la richesse des informations contenues dans le rapport et à laquelle l'UNSA tient à rendre hommage. À côté de la sécheresse des constats statistiques, faire une place importante aux aspects psychologiques est une innovation importante.

Pour autant, s'agissant parfois de traduire un « ressenti », l'approche est plus délicate, une même observation pouvant donner lieu à de multiples interprétations. Peut-on, par exemple, dans le cadre de la crise que nous traversons, et même si l'on constate des situations de renoncement, souscrire à l'idée d'un chômage volontaire tel que certaines théories économiques l'affirment ? L'approche sociétale implique qu'elle repose sur la base d'études approfondies et argumentées afin d'échapper aux présupposés qui, même placés sous le signe du « *bon sens* », n'en font pas pour autant des vérités intangibles.

Cette nécessité d'ancrer la partie sociologique le plus possible dans une méthodologie scientifique est d'autant plus impérieuse que la partie portant sur la situation économique repose sur des indicateurs, certes discutables sous certains aspects mais placés dans un cadre cohérent d'analyse. Ainsi, les deux approches, au lieu de se compléter pour livrer une information riche de plusieurs facettes, frôlent parfois l'injonction contradictoire et brouillent le message.

Globalement, l'UNSA approuve et même encourage cette approche pluraliste, mais pense qu'un travail, de forme comme de fond, doit être conduit avant le prochain rapport et avis. Il faudrait, selon nous, trouver le moyen de restituer l'étendue des domaines couverts par le rapport dans une forme appropriée. L'UNSA se rallierait volontiers à la suggestion faite en section, de considérer que le rapport puisse être une source d'inspiration pour de nouvelles saisines. Cela permettrait alors de livrer toute l'étendue d'une question qui autrement, réduite à quelques lignes, voire une seule dans ce cadre d'une synthèse, perd toute sa substance.

Compte-tenu de ce qui vient d'être mentionné, l'espace imparti à l'expression des groupes nous contraint à cibler nos remarques. L'UNSA est préoccupée tout particulièrement par la situation sociale aggravée par la crise. La montée inexorable du chômage la confirme dans ses conclusions que les politiques d'austérité sont inadaptées et font courir à terme les plus grands dangers pour la cohésion sociale.

L'UNSA approuve fermement les interrogations sur la gouvernance de l'Europe et sur la régulation financière.

L'UNSA note avec intérêt et appuie les analyses montrant que deux catégories de la population sont particulièrement défavorisées :

- Les femmes, au niveau de leur emploi, de leurs rémunérations et de leur participation aux instances de gouvernance, tant dans les entreprises, dans la fonction publique que dans la politique.
- Les jeunes, qui doivent supporter le chômage et la pauvreté.

L'UNSA prend acte de la volonté d'utilisation des « *signaux-prix* » en souhaitant un approfondissement de la démarche.

Elle partage les perspectives visant à mettre en place des indicateurs de performance prenant en compte le bien-être et la soutenabilité de la société. Dans ce cadre, elle affirme que la brutalité de la RGPP est incompatible avec la démarche progressive et démocratique de la LOLF. De ce point de vue, elle retrouve de façon claire dans les rapports et avis les principales orientations de ses propres analyses et approuve la volonté du CESE de se saisir rapidement des problèmes de l'impôt et des prélèvements obligatoires qui, pour l'UNSA, sont le ciment du pacte républicain.

L'UNSA, tant pour le contenu pris dans son ensemble que pour soutenir la démarche analytique inaugurée avec ces rapports et avis, a voté favorablement l'avis.